

**RÉUNION D'ORGANISMES CANADIENS DE PLANIFICATION SOCIALE
TORONTO (ONTARIO)
3 – 4 MAI 2006**

INTRODUCTION :

Une réunion d'organismes canadiens de planification sociale a été convoquée par le Conseil canadien de développement social (CCDS) à Toronto (Ontario) au début de mai 2006, avec l'appui de Ressources humaines et Développement social Canada. Le groupe de planification de la réunion comprenait des représentants du CCDS et d'organismes de planification sociale de partout au Canada (voir l'annexe A). Le texte qui suit résume la discussion et les étapes qui devront suivre cette réunion.

Des représentants de plus d'une trentaine d'organismes de planification sociale et de réseaux régionaux de partout au Canada ont participé aux différentes séances afin de discuter de la mise sur pied d'un réseau pancanadien (liste de participants à l'annexe B). Compte tenu de l'actuel contexte social et économique, et du récent budget fédéral, le moment est venu de discuter des bienfaits et des défis de la collaboration pour s'attaquer aux problèmes de développement social qui touchent les collectivités dans tout le Canada.

La réunion visait à :

- fournir plusieurs occasions de réseautage aux participants;
- commencer à dresser la liste des activités et des organismes de planification sociale au pays;
- participer au façonnement d'une orientation ou d'une approche en vue d'un réseau pancanadien d'organismes de planification sociale;
- mettre sur pied des équipes chargées d'assurer le suivi des décisions de la journée.

CONTEXTE :

L'idée d'un réseau de conseils de planification sociale n'est pas nouvelle. En fait, la première discussion à ce sujet remonte à près de trente ans. Ci-dessous se trouve un résumé des principaux points soulevés par Penelope Rowe, du Community Services Council (CSC) de Terre-Neuve-et-Labrador, et Michael Goldberg, du Social Planning and Research Council of BC (SPARC BC) qui ont établi l'historique de ces efforts de collaboration.

Même si cela n'a pas été officialisé, les conseils de planification sociale ont travaillé en collaboration au fil des ans. La première réunion a eu lieu en 1976 et elle incluait des planificateurs gouvernementaux, des universitaires et certains planificateurs sociaux communautaires. À titre de principal organisme de planification sociale à l'époque, le CCDS avait convoqué des groupes autour des enjeux sociaux et il avait fourni soutien et information aux organismes locaux. Suite à des changements dans les années 1980, le CCDS subit une transformation et son rôle fut réduit. Au fil des ans, à mesure qu'un plus grand nombre d'organismes de développement social à enjeu unique émergeaient, le rôle du CCDS a de nouveau changé. Des réunions tenues aux Congrès sur les politiques sociales canadiennes de 1989 et de 1991 ont amené les conseils de planification sociale (et organismes connexes) à

exercer un rôle accru dans la planification et la mise en oeuvre des congrès ultérieurs. Dans les années 1990, les conseils locaux de planification sociale ont conclu des partenariats avec des universités afin d'organiser et d'accueillir les congrès bisannuels (voir le tableau ci-dessous).

ANNÉE	VILLE	DESCRIPTION
1989	Toronto	Congrès précédé d'une réunion des CPS afin de discuter de l'établissement de liens et d'un réseau.
1991	Lennoxville	Congrès précédé d'une réunion des CPS afin de discuter de l'établissement de liens et d'un réseau.
1993	St. John's	Le Community Planning Council of Newfoundland and Labrador assume la direction de la planification du congrès, en partenariat avec l'Université Memorial
1995	Vancouver	SPARC BC dirige la planification du congrès avec quatre universités et quatre autres organismes provinciaux.
1997	Regina	La Social Research Unit de l'Université de Regina organise le congrès.
1999	Montréal	L'Université de Montréal dirige l'organisation du congrès
2001	Calgary	L'Université de Calgary et les Services sociaux de la municipalité organisent le congrès.
2003	Ottawa	Le CCDS travaille en collaboration avec l'Université d'Ottawa et le CPS d'Ottawa à l'organisation du congrès.
2005	Fredericton	Le CCDS, l'Université du Nouveau-Brunswick et Concertation des politiques au N.-B. organisent le congrès à Fredericton.

Les conférenciers ont parlé de certains des enseignements tirés de discussions antérieures au sujet de la constitution d'un réseau, et ont soulevé certaines questions à examiner au cours de la journée.

Les conférenciers ont signalé que malgré la volonté de constituer un réseau, des ressources exclusives seraient nécessaires pour le mettre sur pied et le soutenir. Cela a été le cas lors de la mise sur pied et du soutien d'autres réseaux ou coalitions semblables. Auparavant, aucune ressource n'a été engagée, et l'idée d'un réseau ne s'est pas concrétisée. On n'a pas non plus résolu la question du leadership d'un tel réseau : le leadership n'a pas émergé de la base; et aucun organisme n'a pu exercer le rôle de chef de file.

Le réseau doit établir clairement les processus, la structure décisionnelle et les produits. Il doit y avoir un équilibre entre les processus et les produits. Ces produits incluraient des activités qui vont au-delà du simple partage de l'information. Que veut réaliser le réseau? Pourquoi ces groupes veulent-ils travailler en collaboration, et à quelles activités?

Il est important que toutes les régions du pays, y compris le Québec, soient engagées et représentées dans les futures discussions sur le réseau. Les organismes de planification sociale doivent trouver des champions de la politique sociale (politiciens et autres) qui s'engageront dans les discussions visant à modifier le paysage social. Qu'entendons-nous par société juste et justice sociale? Comment voyons-nous le rôle du gouvernement fédéral en matière de politique sociale?

LA PLANIFICATION SOCIALE DANS NOS COLLECTIVITÉS :

Les organismes de planification sociale contribuent à bâtir et à renforcer la collectivité. Leurs tâches peuvent consister à mener des recherches, à analyser et à élaborer des politiques, à planifier, animer, collaborer et mobiliser la collectivité, ainsi qu'à assurer la défense des intérêts des particuliers et des familles des différentes collectivités au pays.

Les participants ont rempli avant la réunion un schéma décrivant le travail de leur organisme. (Voir l'annexe C). Les participants ont aussi établi l'inventaire des principaux atouts et défis de leur organisme. (Voir l'annexe D).

Les schémas ont mis en relief divers thèmes du travail dans lequel sont engagés les organismes de planification sociale de partout au pays, de même que certains défis communs auxquels ils sont confrontés. Les organismes de planification sociale travaillent dans les domaines de la diversité (dans les organisations et au-delà); des services aux immigrants, aux réfugiés ou aux nouveaux arrivants; du logement; de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale; des conditions salariales des travailleurs pauvres; et de l'inégalité croissante qui règne dans nos collectivités. Plusieurs organisations participent aussi à établir une cartographie du SRG et aux travaux concernant les indicateurs sociaux.

Ci-après figurent des exemples de projets et d'activités entrepris dans diverses collectivités :

- Programme de gestion de la diversité pour des organismes sans but lucratif
- Table ronde sur les initiatives agro-alimentaires de la région de la capitale
- Portail d'achats sociaux
- Rapport annuel sur les tendances communautaires
- Services d'établissement pour les immigrants
- Services d'information communautaire
- Stratégies de réduction de la pauvreté
- Initiatives d'économie sociale
- Problèmes de sécurité du revenu des personnes handicapées
- Défi de la qualité de vie
- Initiatives régionales ou communautaires de sécurité alimentaire
- Étude du marché du travail du secteur bénévole et sans but lucratif
- Partenariat avec une municipalité, des coalitions et des citoyens en vue de mettre au point un plan social communautaire
- Partenariats communautaires relatifs aux sans-abri
- Sensibilisation aux dangers de la toxicomanie pour les jeunes et les collectivités
- Kidbuilders : recherche sur la réussite scolaire d'enfants sans foyer
- Mise sur pied avec des partenaires locaux, des entreprises et des municipalités d'associations de quartiers dans des collectivités marginalisées
- Cercles d'apprentissage mensuels visant à relier des collectivités rurales isolées
- Projet de logement pour les immigrants
- Rapport sur la pauvreté des enfants et des familles

Fait peu étonnant, les points forts déterminés au sein des organismes résident dans leurs liens avec la collectivité et leur connaissance de celle-ci, ainsi que dans l'engagement et le savoir-faire

de leur personnel. Les plus grandes difficultés consistaient à obtenir assez de ressources, à gérer des priorités simultanées et à constituer une capacité. (Voir l'annexe D).

TRAVAILLER ENSEMBLE AFIN DE RELEVER LES DÉFIS :

Les différences entre les divers organismes de planification sociale sont faciles à constater, mais il existe aussi d'importants points communs. La plupart des organismes travaillent sur des questions complexes de pauvreté et d'inégalité. En outre, les organismes de planification sociale sont confrontés à d'importants défis contextuels à court terme. Pensons entre autres aux répercussions des mesures budgétaires fédérales; à la réorganisation du programme des politiques sociales; à l'évolution du rôle de l'État dans la politique sociale, y compris les responsabilités fédérales-provinciales et l'accent sur le « déséquilibre fiscal ».

Dans leurs régions, les organismes de planification sociale sont confrontés à d'autres défis, y compris l'évolution des rapports avec tous les paliers de gouvernement; l'accroissement des populations d'immigrants et des minorités visibles; la diversité des types de collectivités (urbaines, rurales, du Nord, éloignées, réserves); l'incidence de la transformation des économies régionales; les besoins d'infrastructure sociale; l'accroissement des disparités économiques; l'évolution des politiques des administrations provinciales, qui fait qu'il est plus difficile d'inscrire au programme la lutte contre la pauvreté; l'accroissement de la diversité linguistique et ethnoculturelle; et les répercussions de la dévolution des services.

Les débats entourant ces enjeux sont déjà bien avancés. Les participants ont examiné les moyens les plus efficaces de faire progresser la collaboration en vue d'influer sur les politiques fédérales. Comment les organismes de planification sociale peuvent-ils exprimer une voix commune sur les principaux sujets touchant nos collectivités? Quelle est notre vision pour le Canada?

La discussion a débouché sur la nécessité et le rôle éventuel d'un organisme qui serait chef de file du réseau. Le groupe a établi qu'il fallait mettre au point une stratégie de justice sociale pour le Canada qui relie les organismes de planification sociale (OPS) communautaires et les organisations nationales. Le travail d'un éventuel réseau serait donc guidé par cette stratégie, et non par les objectifs d'un organisme unique. Un tel modèle de leadership réparti pourrait donner naissance à différents centres de capacité partout au Canada (Canada atlantique, Ouest canadien, Québec, Ontario, communauté urbaine autochtone). Le leadership viendrait de réseaux de réseaux, plutôt que d'une organisation unique. Ce modèle tiendrait aussi compte des diverses capacités et compétences qui existent au sein des groupes. Peu importe le modèle choisi, les participants ont rappelé l'importance de lui procurer des ressources et un soutien suffisants.

Les participants ont reconnu l'importance de faire participer d'autres groupes à la discussion et à l'élaboration d'une stratégie de justice sociale. Les rapports entretenus aux niveaux national et régional doivent être renforcés avec des groupes comme : les Fondations communautaires du Canada, Centraide, la Fédération canadienne des municipalités, les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC). Il y aurait aussi beaucoup à apprendre d'efforts fructueux de collaboration comme Campagne 2000, qui a été soutenue depuis plus de 15 ans.

Dans un tel réseau, les groupes ont diverses capacités de s'engager dans des efforts de collaboration à long terme et de les soutenir. De tels travaux collectifs de planification sociale dans le passé ont toujours semblé temporaires ou liés à un projet en particulier, si bien qu'aucun réseau en bonne et due forme n'a été établi. La capacité stratégique existe au niveau local, ainsi qu'aux échelons provincial, territorial et fédéral. Mais comment ces initiatives sont-elles reliées, élaborées et partagées? Il doit y avoir une contribution plus cohérente au niveau fédéral. La mise au point d'une structure permanente pourrait créer un espace propice à une voix collective sur les enjeux de la justice sociale, ainsi qu'une vision du développement social au Canada.

MARCHÉ D'IDÉES :

Les participants ont travaillé en petits groupes afin de discuter des aspects suivants d'un réseau de collaboration :

- Valeurs et principes partagés
- Difficultés et avantages d'un réseau
- Rôles possibles
- Principaux enjeux nécessitant une attention collective

(Voir détails à l'annexe E).

Points de discussion :

Il y a eu consensus autour des valeurs et des principes partagés qui orienteraient la collaboration entre les groupes de planification sociale : inclusion, diversité, équité et justice sociale.

Le groupe s'entend pour dire qu'il faut se réunir autour des principaux enjeux qui touchent nos collectivités. La discussion a été axée sur la nécessité d'un réseau officiel, plutôt que des processus qui aideraient les organismes à communiquer entre eux : un réseau plutôt que du réseautage. Une structure, formelle ou informelle, permettrait aux organismes de planification sociale de partout au pays d'être en contact les uns avec les autres et d'être prêts et capables de profiter des occasions au fur et à mesure qu'elles se présentent. Ces liens permettraient aussi aux groupes de partager de l'information, et de tirer profit des ressources. L'expression d'une voix commune sur les principaux enjeux du développement social peut permettre d'exercer une très forte influence sur les politiques sociales.

Même s'il n'existe aucun réseau pancanadien d'organismes de planification sociale à l'heure actuelle, il existe plusieurs réseaux régionaux partout au pays, comme le Social Planning Network of Ontario (SPNO), le Coastal Communities Network (Nouvelle-Écosse) et le Community Social Planning Network en C.-B. Au Québec, les organismes communautaires sont organisés en « regroupements » selon leur sous-secteur, et il existe un réseau de ces groupes appelé le « Réseau québécois de développement social ». La création d'une structure ou d'un réseau formel pancanadien pourrait aider à relier ces organes régionaux, mais elle pourrait aussi créer une concurrence pour les maigres ressources qui sont distribuées.

La question de la « voix » a été débattue : quels sont les bienfaits de l'expression d'une *seule voix* par rapport à l'expression d'une *voix commune*? Les membres du groupe ont estimé qu'il

serait plus avantageux d'avoir un réseau de *plusieurs voix* exprimant un *message commun*, au lieu de l'expression d'une voix unique. Quand cela sera nécessaire, les membres du groupe travailleront en collaboration afin de façonner des messages clairs sur les principaux enjeux qui seront utilisés au niveau local, régional et national.

Le défi de s'exprimer avec un langage clair a aussi été soulevé. Les gens ne comprennent pas toujours ce que nous disons quand nous parlons d'enjeux sociaux. Tout le monde à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe ne comprend pas de la même façon ou n'a pas les mêmes définitions. Ce sera un enjeu important pour le réseau qui sera mis sur pied.

Les idées sur la façon de procéder à l'établissement d'un réseau relevaient de deux grandes catégories :

- Que devons-nous faire : enjeux de politiques ou renforcement des capacités
- Comment devons-nous procéder : (structure) À quoi ressemblerait le réseau? Quelles ressources sont nécessaires à son soutien?

La quantité de travail à faire selon les participants a soulevé certaines préoccupations. Cela ressemble à ce qui est survenu lors des tentatives antérieures de constitution d'un réseau : les tâches doivent être simplifiées de manière à être réalistes et réalisables.

Après avoir entendu tous les petits groupes, il a été décidé d'aller de l'avant et de collaborer. Il n'a pas été établi clairement s'il s'agira d'un réseau ou non. Les participants sont tombés d'accord pour dire qu'un réseau doit être *axé sur les enjeux*, plutôt que sur l'organisme. Le consensus a porté davantage sur la valeur immédiate du *réseautage* au lieu de la mise sur pied d'un réseau formel. Compte tenu du contexte actuel qui voit s'intensifier la dévolution des services du niveau fédéral au niveau provincial et au niveau communautaire; de la demande et de la complexité croissantes des services; des inégalités grandissantes; et de la diminution des ressources, la nécessité de collaboration sur les principaux enjeux communautaires a été clairement établie. La pauvreté et l'inégalité ont été cernés comme des enjeux prioritaires pour nos collectivités et pour les organismes de planification sociale. Dans la discussion sur la façon de procéder, le groupe a cerné les principales questions à examiner :

- Qui est laissé de côté? Pourquoi?
- Que peut-on faire à ce sujet?
- Qui peut le faire?

Le groupe a recommandé que nous commençons à collaborer sur ces questions en vue d'exercer notre influence sur les politiques et sur la sensibilisation du public.

POUR L'AVENIR : LES PROCHAINES ÉTAPES

La pauvreté et l'inégalité sont les principaux problèmes auxquels sont confrontés les organismes de planification sociale et nos collectivités. Le groupe a recommandé que nous commençons à collaborer sur ces enjeux afin d'exercer notre influence sur les politiques et sur la sensibilisation du public. Plutôt qu'un réseau formel dirigé par un organisme unique, le groupe sera axé sur les enjeux, et il sera guidé par une stratégie globale en matière de politiques sociales.

Les participants se sont entendus pour que le groupe de planification de cette réunion, avec l'ajout d'un représentant du Québec, demeure le groupe de direction de ce processus : il s'agit de Randall Hatfield, John Campey, Wayne Helgason, Nancy Henderson, Joey Edwardh et Peter Bleyer. Martin-Pierre Nombé, du CRÉ de Montréal, a été invité à représenter le Québec. Le CCDS a accepté d'appuyer à court terme le travail du groupe de direction et du groupe complet en offrant des services de secrétariat afin d'assurer la liaison entre les membres du groupe et de leur permettre de partager l'information, par courriel et par l'entremise du site du CCDS.

Dans la prochaine année, le groupe de direction nous aidera à « *Ouvrir la voie en la découvrant* ». Ses membres assureront la coordination avec le groupe complet afin de travailler en collaboration à ces enjeux pour établir la confiance et constituer un capital social, et aussi pour développer des rapports professionnels solides. Il s'agira de cerner les enjeux, de mettre au point des stratégies de communication et de défense des intérêts sociaux, et d'élaborer des messages communs au niveau local, provincial/territorial et fédéral. Ce modèle de collaboration pourrait mener au développement d'un réseau plus formel d'organismes de planification sociale à une date ultérieure.

La collaboration et la communication régulière et efficace seront au cœur de rapports professionnels fructueux. Cette communication devra être bilatérale et fondée sur l'engagement de participation et de partage de l'information de chacun des organismes. Le travail sera aussi développé de manière à apaiser les préoccupations soulevées au sujet de la valeur ajoutée, des solutions communautaires, des rapports entre membres, du partage de l'information et des ressources. Cette collaboration doit aussi aller au-delà de notre groupe d'organismes de planification sociale et s'étendre à d'autres groupes ou organismes qui travaillent dans nos collectivités et au niveau national, ce qui nous permettrait d'élargir notre portée et notre impact.

Parmi les autres travaux à court terme, mentionnons :

- Établir un inventaire des travaux communautaires sur la pauvreté, l'inégalité (schémas)
- Demeurer en contact par l'entremise du groupe de direction, et par courriel
- Apprendre grâce à d'autres réseaux externes et réseaux régionaux au sein de notre groupe
- Partager l'information au sujet du développement social au Québec
- Mettre en valeur les répercussions de notre travail – individuellement et collectivement – au moyen de récits qui montrent comment nous améliorons l'accès aux services pour les personnes de nos collectivités qui en ont besoin.

Le personnel du CCDS assurera le suivi auprès de celui de Ressources humaines et Développement social Canada afin de faire rapport de la réunion et de discuter d'éventuelles prochaines étapes. Cela pourrait consister à demander à tous les participants d'écrire une lettre à RHDSO afin d'exprimer leur appui général à l'avancement de cette initiative.

Les membres du groupe de planification ont remercié toutes les personnes présentes de leur participation et de leur engagement dans l'avancement du processus.

LISTE DES ANNEXES :

- Annexe A : Membres du groupe de planification
- Annexe B : Liste des participants
- Annexe C : Schémas descriptifs des organismes
- Annexe D : Atouts et difficultés des organismes
- Annexe E : Notes des petits groupes

Annexe A : Membres du groupe de planification

Peter Bleyer, président-directeur général
Conseil canadien de développement social

John Campey, directeur exécutif
Social Planning Council of Toronto

Joey Edwardh, directeur exécutif
Community Development Halton

Randall Hatfield, directeur exécutif
Human Services Council, Saint John (N.-B.)

Wayne Helgason, directeur exécutif
Social Planning Council of Winnipeg

Nancy Henderson, directrice exécutive
Social Planning and Research Council of British Columbia

Annexe B :

RÉUNION D'ORGANISMES CANADIENS DE PLANIFICATION SOCIALE 3 ET 4 MAI 2006 LISTE DES PARTICIPANTS	
	4 mai 2006
PERSONNE RESSOURCE	ORGANISME
Peter Bleyer, président-directeur général	Conseil canadien de développement social
Brenda Dales, directrice exécutive	Peterborough Social Planning Council
Cheryl McKeever, directrice exécutive	Society for Community Development (Tri Cities) - Colombie-Britannique
Erica deSousa Chercheur/liaison communautaire	Coastal Communities Network - Nouvelle-Écosse
Gail Dugas, VP Affaires publiques	Conseil canadien de développement social
Hindia Mohamoud	Conseil de planification sociale d'Ottawa- Carleton
Janet Gasparini, directrice exécutive	Conseil de planification sociale de Sudbury
Joey Edwardh, directeur exécutif	Community Development Halton
John Campey, directeur exécutif	Community Social Planning Council of Toronto
Armine Yalnizyan	
Katherine Scott, VP Recherche	Conseil canadien de développement social
Linda Terry, directrice exécutive	Social Planning Council of Cambridge & North Dumfries
Lynn Florey, directrice exécutive	Community Planning Council of Prince George
Mabel Jean Rawlins Brennan, directrice exécutive	Community Social Planning Council of Greater Victoria
Madame Huguette Boivin	Forum régional sur le développement social
Martin-Pierre Nombé, coordinateur	Forum régional sur le développement social Conférence régionale des élus de Montréal
Marvyn Novick	Ryerson University, Toronto
Michael Goldberg	CCDS/Social Planning & Research Council of British Columbia
Nancy Henderson, directrice exécutive	Social Planning & Research Council of British Columbia

Paula DeCoito, directrice exécutive	Social Planning Council of Peel
Penelope Rowe	Community Services Council - Terre-Neuve-et-Labrador
Peter Clutterbuck	Social Planning Network of Ontario (SPNO)
Randall Hatfield, directeur exécutif	Human Development Council -- Saint John
Rick Hutchins	Concertation sur les politiques au N.-B.
Roni Summers Wickens, directeur exécutif	Community Development Council of Quinte
Susan Morrissey, directrice exécutive	Edmonton Social Planning Council
Trudy Beaulne, directrice exécutive	Social Planning Council of Kitchener- Waterloo
Wayne Helgason, directeur exécutif	Winnipeg Social Planning Council
Sid Frankel, membre du conseil d'administration	
Anne Marie Stewart	Modératrice
Deborah Pike, Mobilisation des collectivités	Conseil canadien de développement social
Tara Rudy, employée	Winnipeg Social Planning Council
Viktoria Westgate, employée	Winnipeg Social Planning Council

Annexe C : Schémas descriptifs des organismes

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Social Planning Council of Peel	
Personne ressource/ Titre :	Paula DeCoito, Ph.D. Directrice exécutive
Adresse :	1515, Matheson Blvd. East, bureau 103, Mississauga (Ont.) L4W 2P4
Tél. :	905 629 3044
Fax :	905 629 7773
Courriel :	pdecoito@spcpeel.com
Site Web :	www.spcpeel.com
Établi en :	1976
Nomb. de membres :	Particuliers et organismes de Peel
Emplacement :	Région de Peel
Mission :	Le Social Planning Council of Peel est un organisme indépendant sans but lucratif qui défend la justice sociale en favorisant la participation des citoyens à la détermination des enjeux sociaux ainsi qu'à la planification et à la mise en oeuvre d'efforts de collaboration visant à s'attaquer à ces enjeux.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche (études de la population; enjeux sociaux) ▪ Sensibilisation du public ▪ Développement communautaire (mettant l'accent sur la création et le soutien de la collaboration interagences et de nouveaux organismes ou programmes) ▪ Gestion de la diversité pour les organismes sans but lucratif
Autres informations :	<p>Centraide de la région de Peel est notre principale source de financement (financement de base).</p> <p>Centraide soutient beaucoup le secteur des organismes sans but lucratif (plus qu'une source de financement) et assure le leadership dans de nombreux secteurs particuliers. SPC-Peel travaille en étroite collaboration avec Centraide de la région de Peel et profite grandement de cette collaboration.</p>

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Conseil de planification sociale de Sudbury	
Personne ressource/ Titre :	Janet Gasparini Directrice exécutive
Adresse :	30, Ste Anne Road, Sudbury (Ontario)
Tél. :	705-6753894
Fax :	705-6753253
Courriel :	jgasparini@spcsudbury.ca
Site Web :	www.spcsudbury.ca
Établi en :	1991
Nomb. de membres :	40 organismes -- 30 particuliers
Emplacement :	Grande région de Sudbury
Mission :	Le Conseil de planification sociale de Sudbury s'est engagé à travailler de concert avec ses partenaires communautaires à l'amélioration du mieux-être des particuliers, des familles et des collectivités.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche sociale – rapport annuel sur les indicateurs sociaux ▪ Développement communautaire -- inclusion sociale dans les écoles ▪ Planification sociale – stratégie de réduction de la pauvreté
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Community Social Planning Council of Greater Victoria	
Personne ressource/ Titre :	Mabel Jean Rawlins-Brannan Directrice exécutive
Adresse :	1144, Fort Street, Victoria (C.-B.) V8V 3K8
Tél. :	250 383-6166
Fax :	250 285-6712
Courriel :	info@communitycouncil.ca et mabeljean@communitycouncil.ca
Site Web :	www.communitycouncil.ca et www.qolchallenge.ca
Établi en :	Milieu des années 1930; l'organisme actuel a été constitué en 1966
Nomb. de membres :	Environ 125 secteurs.
Emplacement :	Région de la capitale de la C.-B. (13 municipalités dans la région de Victoria)
Mission :	Le Community Council assure un leadership qui réunit les membres de la collectivité en vue de créer une qualité de vie durable pour tous dans la région de la capitale de la C.-B., c'est-à-dire : <ul style="list-style-type: none"> ▪ organisation et soutien d'initiatives de collaboration, ▪ recherche communautaire ▪ communication d'informations fiables.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Quality of Life CHALLENGE, un partenaire de l'initiative Vibrant Communities, une initiative nationale de réduction de la pauvreté; ▪ Comprendre la petite enfance, un projet national du gouvernement fédéral; ▪ Capital Region Food and Agriculture Initiatives Roundtable (CR-FAIR) sécurité alimentaire régionale
Autres informations :	Nous entretenons des rapports dynamiques uniques avec Centraide de la grande région de Victoria, et ces rapports évoluent pour le mieux en raison du mouvement vers le renforcement des capacités communautaires entrepris par Centraide.

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Social Planning Council of Cambridge & North Dumfries	
Personne ressource/ Titre :	Linda Terry Directrice exécutive
Adresse :	150, Main Street, Cambridge (Ontario) N1R 6P9
Tél. :	519-623-1713
Fax :	519-621-6220
Courriel :	linda@socialplanningcouncil-cnd.org
Site Web :	www.socialplanningcouncil-cnd.org
Établi en :	1989
Nomb. de membres :	65
Emplacement :	Cambridge et North Dumfries
Mission :	Nous participons de manière active et impartiale à l'édification et au renforcement de nos collectivités au moyen du changement social, de l'innovation, de la recherche, de l'analyse et de l'animation
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport annuel sur les tendances communautaires ▪ Groupes de planification - c.-à-d. les sans-abri, emploi, North Dumfries ▪ Animation de tribunes communautaires ▪ Publication de documents sur les enjeux
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Community Development Halton	
Personne ressource/ Titre :	Joey Edwardh Directeur exécutif
Adresse :	860, Harrington Court, Burlington (Ontario) L7N 3N4
Tél. :	905 632-1975
Fax :	905 632-0778
Courriel :	jedwardh@cdhalton.ca
Site Web :	www.cdhalton.ca ; www.volunteerhalton.ca
Établi en :	1984
Nomb. de membres :	100 organismes sans but lucratif et bénévoles
Emplacement :	Région de Halton
Mission :	Au moyen de la recherche, du développement communautaire, de la planification et de la promotion du bénévolat, Community Development Halton cherche à améliorer la qualité de vie pour tous les résidents de Halton.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inclusive Cities Canada: Burlington—groupe de citoyens de Burlington ▪ Secteurs des organismes sans but lucratif, des organismes bénévoles et du marché du travail ▪ Table ronde sur les secteurs des organismes sans but lucratif et des organismes bénévoles ▪ Série de profils sociaux ▪ Stratégies d'engagement jeunesse
Autres informations :	Community Development Halton est un intermédiaire qui exerce une fonction de recherche et de développement au service du secteur bénévole, des administrations municipales et régionales, ainsi que des organismes communautaires au niveau local. À titre d'intermédiaire, CDH contribue à accroître l'efficacité du secteur et favorise le développement de ses capacités au moyen de la recherche, de la détermination des besoins, de l'éducation et de la formation.

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Community Development Council of Durham	
Personne ressource/ Titre :	Evelyn R. Smith Directrice exécutive
Adresse :	134, Commercial Ave., Ajax (Ontario) L1S2H5
Tél. :	905.696.2661
Fax :	905.686.4157
Courriel :	esmith@cdcd.org
Site Web :	www.cdcd.org
Établi en :	1970
Nomb. de membres :	10 particuliers et 45 sociétés
Emplacement :	Région de Durham
Mission :	Le Community Development Council Durham vise à créer, défendre et soutenir les politiques, les comportements et les mesures qui favorisent l'épanouissement des particuliers, des familles et des collectivités.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Development Council est le seul organisme de la région qui fournit des services d'établissement aux immigrants. Le logement constitue l'une de ses principales fonctions – nous menons aussi un important projet de nutrition et nous avons le seul évaluateur linguistique agréementé de la région – la compétence en anglais de tous les immigrants est évaluée au Council, et ceux-ci sont dirigés vers des cours d'anglais langue seconde ou des cours de langue pour les immigrants au Canada. ▪ Le Council s'intéresse aussi au problème des sans-abri et il tiendra un symposium sur la pauvreté en novembre.
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Social Planning Council of Edmonton	
Personne ressource/ Titre :	Susan Morrissey Directrice exécutive
Adresse :	9624 -- 108 Avenue, Edmonton (Alberta) T5H 1A4
Tél. :	(780) 423-2031
Fax :	(780) 425-6244
Courriel :	susanm@edmspc.com
Site Web :	www.edmspc.com
Établi en :	1940
Nomb. de membres :	
Emplacement :	Edmonton et les environs
Mission :	Assure le leadership dans la collectivité et aide ses organismes à s'attaquer aux problèmes sociaux et à faire évoluer les politiques sociales.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Villes inclusives (Inclusive Cities) ▪ Collectif du Sacré-cœur (Sacred Heart Collective) ▪ Déterminants sociaux de la santé
Autres informations :	

N Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Social Planning Council of Winnipeg	
Personne ressource/ Titre :	Wayne Helgason Directeur exécutif
Adresse :	412, McDermot Ave., Winnipeg (Manitoba) R3A 0A9
Tél. :	(204) 943-2561
Fax :	(204) 942-3221
Courriel :	wayneh@spcw.mb.ca ou tara@spcw.mb.ca
Site Web :	www.spcw.mb.ca
Établi en :	1919
Nomb. de membres :	250 membres en bonne et due forme
Emplacement :	Winnipeg
Mission :	<p>Assurer un leadership axé sur l'action en matière de planification sociale et de changement stratégique. Le Social Planning Council of Winnipeg a un rôle unique à jouer dans la collectivité, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déterminer et définir les enjeux, les besoins, les capacités et les ressources nécessaires dans la collectivité en matière de planification sociale; • Mettre au point et défendre des options de politiques et de programmes auprès des décideurs; • Soutenir des groupes communautaires et le secteur bénévole des ressources humaines; • Sensibiliser la collectivité et exprimer un point de vue en matière d'enjeux sociaux et de besoins, d'options de politiques sociales, et de diversification des méthodes de prestation des services; • Favoriser la communication et la collaboration avec le gouvernement, les entreprises, les syndicats, le secteur bénévole et les organismes communautaires.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de logement pour les immigrants -- <i>Growing Opportunities, Shrinking Options</i> Projet de recherche visant à comprendre les besoins en logement des nouveaux arrivants à Winnipeg, surtout à la lumière de l'objectif de 10 000 immigrants par année fixé par le gouvernement du Manitoba. • Bulletin du Manitoba sur la pauvreté chez les enfants et les familles Rédigé annuellement avec le soutien de Campagne 2000 et des données du CCDS. Ce rapport sur les indicateurs cerne l'évolution

	<p>du taux, de l'ampleur et de la durée de la pauvreté chez les familles avec des enfants au Manitoba.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Baromètre de la pauvreté Rapport trimestriel qui met en relief divers problèmes liés à la pauvreté des enfants et des familles au Manitoba. Des numéros antérieurs ont porté sur les coûts de la rentrée scolaire, les caries dentaires à l'étape de la petite enfance, la garde des enfants, la nutrition et la sécurité alimentaire, les enfants et les jeunes pris en charge par le gouvernement, les loisirs, etc.
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Social Planning Council of Kitchener/Waterloo	
Personne ressource/ Titre :	Trudy Beaulne Directrice exécutive
Adresse :	300-151, Frederick St., Kitchener (Ontario)
Tél. :	519 579 1096 Poste 3006
Fax :	519 578 9185
Courriel :	spckw@waterlooregion.org
Site Web :	www.waterlooregion.org
Établi en :	Constitué en société en mai 1967
Nomb. de membres :	Social Planning Network of Ontario
Emplacement :	Région de Waterloo
Mission :	Nous cultivons les connaissances communautaires afin de faire avancer la justice sociale
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien des processus communautaires – approches inclusives, action de quartier, engagement des citoyens ▪ Recherche sur les enjeux sociaux et les besoins communautaires ▪ Information communautaire – tenue à jour d'une base de données sur les services communautaires, prestation de renseignements et d'un service de consultation
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Peterborough Social Planning Council	
Personne ressource/ Titre :	Brenda Dales Directrice exécutive
Adresse :	187, Stewart Street, Peterborough (Ontario) K9H 2H6
Tél. :	705 743-5915
Fax :	705-748-6174
Courriel :	Bdales@pspc.on.ca
Site Web :	www.pspc.on.ca
Établi en :	1977
Nomb. de membres :	85
Emplacement :	Peterborough et le comté
Mission :	Au moyen de la recherche, du développement communautaire et de l'éducation publique, le PSPC travaille au renforcement de la collectivité.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche sociale -- services aux Autochtones et services de consultation pour les personnes handicapées ▪ Partenariat avec la municipalité, des coalitions et des citoyens afin de mettre au point le plan communautaire d'action sociale de Peterborough; ▪ Éducation publique au sujet des enjeux sociaux ▪ Développement communautaire.
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Concertation sur les politiques au N.-B.	
Personne ressource/ Titre :	Rick Hutchins
Adresse :	C.P. 363, Station « A », Fredericton, (N.-B.) E3B 4Z9
Tél. :	(506) 458.8274
Fax :	
Courriel :	policylink@nb.aibn.ca
Site Web :	http://www.policylink.nb.ca/French/index.htm
Établi en :	2001
Nomb. de membres :	Réseau de réseaux : 23 organismes gouvernementaux, et des secteurs privé et public
Emplacement :	Nouveau-Brunswick
Mission :	Créer de meilleures politiques au moyen du développement social et d'un engagement multisectoriel
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Engager des collectivités marginalisées dans un dialogue sur les politiques publiques (ASPC -- 2006) ▪ « Forging Links2006 » Réunir des réseaux de planification sociale (existants, émergents et prévus) au Nouveau-Brunswick ▪ Étude du secteur bénévole sur le marché du travail au Nouveau-Brunswick (2006)
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Community Planning Council of Prince George.	
Personne ressource/ Titre :	Lynn Florey Directrice exécutive
Adresse :	101 -- 1533, 8 th Avenue, Prince George (C.-B.) V2L 3R3
Tél. :	(250) 562-2667
Fax :	(250) 562-7789
Courriel :	cpc@shawbiz.ca
Site Web :	www.cpcpg.ca
Établi en :	1995
Nomb. de membres :	65
Emplacement :	Prince George
Mission :	Aider la collectivité à gérer la croissance et le changement. Le développement communautaire au moyen de la planification sociale
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Partenaires communautaires contre l'itinérance (SCPI -- Supporting Community Partnerships Initiative)</u> -- initiative pilote du gouvernement fédéral, qui a injecté 2,6 millions de dollars dans des programmes et des services communautaires. Le Community Planning Council a joué un rôle de premier plan dans le soutien administratif, la recherche, la rédaction de rapports, les évaluations et l'examen des propositions. ▪ <u>Institut du développement communautaire 2002</u> En partenariat avec le Social Planning and research Council of BC, nous avons organisé une activité d'une semaine consistant en une soixantaine d'ateliers axés sur des éléments du développement communautaire et de la planification sociale. Environ 350 personnes de partout dans la province y ont assisté. ▪ <u>Plan d'action sociale de Prince George</u> Le Community Planning Council a engagé un processus exhaustif de consultations communautaires qui a permis d'explorer les problèmes auxquels Prince George est confronté et de trouver des solutions ou des partenariats éventuels qui pourraient aider à régler ou à atténuer ces problèmes. Le plan a été accepté par le conseil municipal; il s'agit d'un premier plan du genre à Prince George. Les départements municipaux continuent d'utiliser le document à des fins d'orientation et de conseils dans le cadre de leur processus décisionnel.
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Community Development Council of Quinte	
Personne ressource/ Titre :	V. (Roni) Summers Wickens Directeur exécutif
Adresse :	49, Albion Street, Belleville (Ontario) K8N 3R7
Tél. :	613.968.2466
Fax :	613.968.2251
Courriel :	roni@cogeco.net
Site Web :	www.communitydevelopmentcouncil.ca
Établi en :	1989
Nomb. de membres :	380 particuliers; 12 organismes
Emplacement :	Comtés de Hastings et Prince Edward
Mission :	Améliorer la qualité de vie des particuliers et des familles des collectivités.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coordonner l'exécution de six programmes pour l'autonomie alimentaire (Good Food Box, Singles Box, Good Baby Box, (7) Community Gardens, et programmes de nutrition à l'intention des étudiants) dans une grande région géographique. ▪ Évaluation de l'efficacité des initiatives pour les sans-abri dans la région, et détermination de pratiques exemplaires nationales, provinciales et locales. ▪ Activités continues de mobilisation communautaire visant à édifier un programme de justice sociale.
Autres informations :	Nous sommes un petit CPS qui compte plusieurs centres, et nous mettons résolument l'accent sur la recherche sociale et le développement communautaire. Nous avons de très nombreuses idées, mais, à ce jour, une quantité limitée de ressources (humaines et financières) pour favoriser d'importants progrès communautaires dans les principaux domaines.

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Human Development Council, Saint John, NB	
Personne ressource/ Titre :	Randall Hatfield Directeur exécutif
Adresse :	47, Charlotte St., City Market Bldg., Saint John (N.-B.) E2L 4R6
Tél. :	506.636.8540
Fax :	506.636.8543
Courriel :	rahhdcc@nb.aibn.com
Site Web :	www.humandevelopmentcouncil.nb.ca
Établi en :	1978
Nomb. de membres :	Plus de 115
Emplacement :	Grande région de Saint John
Mission :	Coordonner et favoriser le développement social dans la grande région de Saint John
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Grâce à notre centre d'information communautaire, nous assurons un lien entre les gens et les services; ▪ Mener des recherches sur les problèmes sociaux qui touchent la grande région de Saint John; ▪ Créer et renforcer le premier cabinet jeunesse de Saint John.
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Centre des organismes communautaires (COCO)	
Personne ressource/ Titre :	Michael Stephens Directeur
Adresse :	3680, Jeanne-Mance, bureau 470, Montréal (Québec) H2X 2K5
Tél. :	(514) 849-5599
Fax :	(514) 849-5553
Courriel :	michaels@coco-net.org
Site Web :	www.coco-net.org
Établi en :	2000
Nomb. de membres :	Réseau d'environ 500 groupes communautaires
Emplacement :	Provincial (au Québec)
Mission :	<p>Le COCo a pour mission de favoriser la justice sociale, la citoyenneté active, la démocratie, et le développement socio-économique équitable en soutenant le développement d'organismes sains et de collectivités solides.</p> <p>Dans cette optique, le COCo est un organisme provincial sans but lucratif qui travaille surtout auprès d'organismes de langue anglaise, bilingues et ethnoculturels afin de développer la santé organisationnelle et de favoriser le développement du secteur communautaire au moyen d'une formation sur le leadership et le développement organisationnel, de la diffusion de l'information, de l'analyse sociale, de la recherche, ainsi qu'en renforçant les liens entre les organismes et les secteurs.</p>
Activités principales/ projets :	<p>Les secteurs d'activité du COCo sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Constitution de réseaux dans l'ensemble des secteurs, des régions et des communautés linguistiques ▪ Viabilité et diversification du financement ▪ Gestion organisationnelle ▪ Leadership, gouvernance et pratiques démocratiques ▪ Évaluation et planification
Autres informations :	Prière de consulter notre site Web à l'adresse www.coco-net.org afin de mieux nous connaître et de profiter de notre trousse d'outils gratuite

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Social Planning Council of Toronto	
Personne ressource/ Titre :	John Campey Directeur exécutif
Adresse :	2, Carlton St., bureau 1001, Toronto, (Ontario) M5B 1J3
Tél. :	416 351-0095
Fax :	416 351-0107
Courriel :	jcampey@cspc.toronto.on.ca
Site Web :	www.socialplanningtoronto.org
Établi en :	CPS de la région métropolitaine de Toronto – 1957 (Toronto Welfare Council – 1940)
Nomb. de membres :	100 organismes, 100 particuliers
Emplacement :	Ville de Toronto
Mission :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche, analyse des politiques, mobilisation des collectivités
Activités principales/ projets :	<p>Recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pratiques de financement du secteur communautaire ▪ Conditions de travail dans le secteur communautaire ▪ Kidbuilders (réussite scolaire d'enfants sans foyer) <p>Mobilisation des collectivités</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organismes communautaires d'emploi et de formation de RHDSC/Service Canada ▪ ALS/établissement – besoins des nouveaux arrivants – recherche et mobilisation
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Society for Community Development (Tri-Cities)	
Personne ressource/ Titre :	Cheryl McKeever Directrice exécutive
Adresse :	2601, Lougheed Hwy, Holly Dr., Fernwood Lodge, Coquitlam (C.-B.) V4C 4J2
Tél. :	(604) 777-2394
Fax :	(604) 777-2359
Courriel :	communitydevelopment@telus.net
Site Web :	www.societyforcommunitydevelopment.com
Établi en :	1989
Nomb. de membres :	135
Emplacement :	Tri-Cities
Mission :	Assurer le mieux-être de la collectivité en favorisant et facilitant la <i>citoyenneté responsable</i> à Anmore, Belcarra, Coquitlam, Port Coquitlam et Port Moody, et en assurant la médiation dans ce domaine. <u><i>Citoyenneté responsable</i></u> : Des particuliers de tous les âges qui prennent conscience de leur devoir de passer à l'action pour assurer la santé et la sécurité de chacun des membres de leur collectivité.
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comment engager les citoyens dans l'action communautaire ▪ Sensibilisation aux dangers de la méthamphétamine et autres drogues pour les jeunes et les membres de la collectivité ▪ Établir des associations de quartier dans des collectivités marginalisées avec des partenaires locaux, des entreprises et des municipalités.
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : The Coastal Communities Network	
Personne ressource/ Titre :	Ishbel Munro/Erica DeSousa
Adresse :	C.P. 402, New Glasgow (N.-É.) B2H 5E5
Tél. :	(902) 485-4754
Fax :	(902) 752-9844
Courriel :	coastalnet@ns.sympatico.ca
Site Web :	www.coastalcommunities.ns.ca
Établi en :	Février 1992
Nomb. de membres :	Environ 265 organisations ou organismes; 15 particuliers
Emplacement :	Nouvelle-Écosse
Mission :	<p>Le Coastal Communities Network est une association d'organismes bénévoles dont la mission consiste à établir une tribune favorisant le dialogue, le partage de l'information, ainsi que la création de stratégies et l'adoption de mesures pour la survie et le développement des collectivités côtières et rurales de la Nouvelle-Écosse.</p> <p>Une voix importante pour la Nouvelle-Écosse rurale</p>
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cercles d'apprentissage mensuels qui relient des collectivités rurales isolées, conférenciers invités traitant d'une diversité de sujets et partage de connaissances entre pairs par le biais de mises à jour communautaires. ▪ Renforcer la capacité qu'ont les groupes de mener leurs propres recherches et de les utiliser pour influencer sur les politiques et les modifier. ▪ Assurer une liaison efficace entre le gouvernement et les collectivités.
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : The Community Services Council of Newfoundland and Labrador	
Personne ressource/ Titre :	Penelope Rowe
Adresse :	Bureau 201, Virginia Park Plaza, Nfld. Dr., St. John's (T.-N.) A1A 3E9
Tél. :	709-753-9860
Fax :	709-753-6112
Courriel :	csc@csc.nf.net ; prowe@csc.nf.net
Site Web :	www.envision.ca
Établi en :	1976
Nomb. de membres :	Pas de membres comme tel
Emplacement :	Terre-Neuve-et-Labrador
Mission :	<p>Le Community Services Council of Newfoundland and Labrador est un organisme indépendant qui favorise le mieux-être économique et social. Nous aspirons à une société inclusive et prospère qui soutient les particuliers, les familles et les collectivités. Le CSC a pour mission de stimuler l'engagement des citoyens, de favoriser l'intégration du développement économique et social, et d'assurer le leadership aux fins du façonnement des politiques publiques, en adoptant les mesures qui suivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Partage de l'information et dialogue public ▪ Recherche et analyse ▪ Réseaux et alliances stratégiques ▪ Promotion du secteur bénévole et du bénévolat ▪ Prestation de services ▪ Établissement de ponts et d'une culture axée sur la collaboration ▪ Profiter des possibilités de la technologie
Activités principales/ projets :	<p>Recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Values Added</i> Community University Research Alliance (CURA) <ul style="list-style-type: none"> - examen des structures et de la collaboration multisectorielles pour l'engagement des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques ▪ Planification et recherche en matière d'économie sociale et d'entreprise sociale <p>Promotion du bénévolat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Centre du bénévolat, ouvert en 1977, afin de soutenir les bénévoles et ceux qui pourraient le devenir, ainsi que les groupes communautaires

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Hôte de l'organisation locale du réseau Canada Volunteerism Initiative (CVI) ▪ enVSION.ca, un centre de ressources virtuelles pour le secteur bénévole à Terre-Neuve-et-Labrador, renferme des actualités, des possibilités de financement, la section <i>Volunteer Connections</i>, un calendrier communautaire, un répertoire provincial d'organismes sans but lucratif, de publications, soutien technique, hébergement de sites Web, bulletins électroniques, et plus. ▪ VoluntaryGateway.ca-portailcommunautaire.ca, un portail national qui vise à aider des organismes bénévoles et sans but lucratif à bâtir des collectivités plus solides, plus saines et davantage dynamiques en leur facilitant la communication, le réseautage et le partage de l'information ▪ <i>Connecting for Community</i>, un programme de soutien du renforcement des capacités communautaires et de l'apprentissage permanent au moyen d'une formation en TI pour les particuliers, et de placements bénévoles ultérieurs dans des organismes communautaires, de liens avec d'autres bénévoles, et d'une expérience pratique continue. ▪ Formation de bénévoles et de personnel d'organismes communautaires dans des matières comme la gestion et le recrutement de bénévoles, la constitution d'un conseil, les relations publiques, la participation des jeunes, la gestion des risques et l'informatique de base, entre autres sujets. ▪ Recherche, p. ex., <i>Engaging Young Volunteers (engagement de jeunes bénévoles)</i>, <i>Volunteering in Newfoundland and Labrador (bénévolat à Terre-Neuve-et-Labrador)</i>, etc.
Autres informations :	

Nom du conseil ou de l'organisme de planification sociale : Social Planning and Research Council of British Columbia (SPARC BC)	
Personne ressource/ Titre :	Nancy Henderson Directrice exécutive
Adresse :	201-221, East 10 th Avenue, Vancouver (C.-B.) V5T 4V3
Tél. :	(604) 718.7733
Fax :	(604) 736.8697
Courriel :	info@sparc.bc.ca
Site Web :	www.sparc.bc.ca
Établi en :	1966
Nomb. de membres :	15 000
Emplacement :	Colombie-Britannique
Mission :	Collaboration avec des collectivités à l'édification d'une société juste et saine pour tous
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion de l'accessibilité dans les collectivités ▪ Formation gratuite en développement communautaire dans les collectivités rurales et du Nord ▪ Sécurité du revenu des personnes handicapées
Autres informations :	

Nom du Conseil ou de l'organisme de planification sociale : Le Regroupement régional (Saguenay–Lac Saint–Jean) en développement social 02 (RRDS 02) et le Regroupement québécois en développement social (membre du CA)	
Personne ressource/ Titre :	Huguette Boivin Organisatrice communautaire
Adresse :	CSSS Lac Saint–Jean -- Est (CLSC Centre) 100, Saint–Joseph Sud, Alma (Québec) G8B 7A6
Tél. :	(418) 668.6633, poste 456
Fax :	(418) 668.2251
Courriel :	huguette.boivin@ssss.gouv.qc.ca
Site Web :	
Établi en :	RRDS 02 : 2002 RQDS : 2004
Nomb. de membres :	50
Emplacement :	Saguenay–Lac Saint–Jean
Mission :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir le développement social ▪ Être un interlocuteur privilégié en développement social ▪ Supporter les initiatives en développement social
Activités principales/ projets :	<p>Deux axes en développement des communautés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction des inégalités sociales (pauvreté et exclusion sociale) ▪ Vitalité des milieux (émancipation collective)
Autres informations :	<p>Inscrire le développement social dans le développement régional</p> <p><u>Sur le plan provincial :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Reconnaissance et financement du Regroupement québécois en développement social ▪ Supporter les régions du Québec en matière de développement social ▪ Adopter des mesures de promotion et de développement social ▪ Instaurer des projets en développement social à l'échelle nationale ▪ Augmenter le nombre de membres <p>Activités réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Outils de promotion du développement social ▪ Partage de nos expériences régionales en développement social ▪ Recherche sur les expériences de lutte contre la pauvreté dans différentes régions du Québec ▪ Représentations du Regroupement auprès de différentes agences du développement social au Québec ▪ Colloques et formations en développement social

Nom du Conseil ou de l'organisme de planification sociale : CRÉ de Montréal (Conférence régionale des élus de Montréal)	
Personne ressource/ Titre :	Martin-Pierre Nombré Coordinateur
Adresse :	1550, rue Metcalfe, bureau 810 Montréal (Québec)
Tél. :	(514) 842.2400, poste 2101
Fax :	(514) 849.4599
Courriel :	mpnombre@credeMontréal.qc.ca
Site Web :	www.credeMontréal.qc.ca
Établi en :	1997
Nomb. de membres :	25-150
Emplacement :	Montréal
Mission :	Concertation pour réduire les inégalités sociales à Montréal
Activités principales/ projets :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mobilisation autour de la pauvreté ▪ Mesure du développement social ▪ S'inscrire dans les enjeux sociaux de Montréal
Autres informations :	

Annexe D :

Les participants ont cerné les atouts de leur organisme et les difficultés qui l'empêchent de travailler efficacement au sein de la collectivité.

Atouts	Difficultés
Nos ressources humaines : historique, rapports, connaissances, expérience, compétences, engagement (4)	Manque de ressources suffisantes, stables et viables (10)
Liens communautaires solides, grands réseaux (5)	Affecter des ressources limitées à des attentes infinies
Solide présence communautaire constituée de fournisseurs de services, d'entrepreneurs, d'intervenants du développement social, de la police, des municipalités	Financement nécessaire pour soutenir les projets fructueux après la durée de vie initiale prévue
Présence de longue date dans la collectivité	Ressources nécessaires pour satisfaire à la demande de services
Bonne connaissance de notre collectivité	Gestion de priorités en concurrence
Connaissance des enjeux du développement social	Collaboration et analyse des enjeux
Participation diversifiée	Recentrer les travaux afin de permettre à la collectivité de mieux comprendre les objectifs
Nombreuses fonctions	Plus d'une dizaine de municipalités pour une population peu nombreuse
Crédibilité plurisectorielle	Revitalisation des collectivités locales
Renforcement des capacités et établissement de partenariats	Réunir les citoyens autour des enjeux qui les préoccupent
Engagement d'équité et de justice sociale	
Dosage de stratégies formelles et informelles de développement communautaire	Besoin constant d'informer les chefs de file au sujet des concepts et des besoins liés à la planification sociale/communautaire
Intégration de l'entreprise sociale et des travaux de base	Croissance
Permettre aux collectivités d'influer sur les politiques et le dialogue entre elles et les administrations publiques	Viabilité
Bons rapports avec Centraide	

Annexe E :

« **Le marché des idées** » Séance en groupes – Notes partagées

GROUPE 1 :

Valeurs et principes partagés

- besoin d'un réseau
- rôle de chef de file – poursuite des objectifs – animer et relier
- idée du centre d'activité – s'appuyer sur le présent
- influencer sur le changement au niveau fédéral
- pas de solutions en série – célébrer le présent
- diversité des points de vue autour de la table

Avantages

- modèle d'informations des OPS
- mentorat – rencontrer des gens
- cercle de partage
- apprentissage et liaison
- réseautage – distinct du niveau national – effet rassembleur
- voix locale au niveau national – accès à la table

Difficultés

- instaurer la diversité
- un réseau pour créer un accès mais pas de nouveaux éléments -- soutien au développement des possibilités
- participation financière
- gouvernance – comment l'assurer ou non
- savoir distinguer ce qui est important de ce qui ne l'est pas – nous avons tous nos objectifs

Rôles

- Rôle de communication bilatérale – activer et soutenir – partager et collaborer
- Résumer, diffuser et traduire de façon que les organismes locaux puissent disposer de l'information
- Récits communautaires et leur incidence sur les politiques – présenter au politicien une solution qui a fait ses preuves
- Engagement – principe directeur clé -- leadership – effet rassembleur – obtenir un engagement avant la fin de la journée

Enjeux

- Capacité de suivi -- ressources, temps, argent
- Quelqu'un pour mener le dossier à l'étape suivante
- Besoin d'un plan

Précision des rôles

- Faire concorder les intérêts locaux et nationaux
- Redéfinition du rôle fédéral dans le développement social – le réseau a un rôle à jouer dans le façonnement et la définition de ce rôle

GROUPE 2 :

Enjeux/valeur

- Justice sociale
- Pauvreté, inégalité/écart grandissant
- Mouvement vers des réductions d'impôts au lieu du bien public
- Mondialisation, perte d'emplois
- Perte de voix et d'engagement
- Respect des différences
- Inclusion
- Changement démographique radical – collectivités rurales (inclusives)
- Gardiens de l'intégrité
- Les CPS présentent des arguments factuels – quelle est la grandeur de la table – à quel point le centre d'intérêt est-il circonscrit? Capacité de s'attaquer aux enjeux avec plus de mordant

Rôles

- Soutien d'une recherche de qualité – compétences en formation
- Partage de l'information : communication entre organismes
- Une collectivité d'apprentissage
- Voix : individuelle, organisation, coalition?
- Capacité de réunir ou d'analyser la recherche locale
- Besoin de reconnaître les gouvernements fédéral et provinciaux dans notre travail
- Possibilités d'instaurer des projets partagés ou conjoints, p. ex., projet des villes inclusives
- Capacité de recherche communautaire
- Centres d'activité – centres établis en fonction de critères géographiques
- Réseautage à court terme non mutuellement exclusif

Mise en fonction d'un réseau

- Besoin de ressources souples au-delà du gouvernement
- Trouver des alliés nationaux afin de constituer un soutien local
- S'appuyer sur ce qui existe déjà
- Centres stratégiques
- Réseau plutôt que réseautage
- Capacité de rejoindre des personnes aux intérêts semblables

GROUPE 3

Détermination de points communs avec d'autres organismes

- Animateurs crédibles
- Sensibilisation

- Mobilisation
- Faciliter la collaboration
- Gestion de l'information
- Analyse et collecte de données
- Analyse des politiques
- Expérience
- Pauvreté
- Logement
- Santé mentale
- Échange et collecte de renseignements
- Renforcement des fonctions de planification sociale
- Diversité et vieillissement

Réseau

- Modèle du centre (modèle du SPNO) – renforcement de la capacité d'action des collectivités
- Soutien de la planification sociale dans la collectivité
- Fondement sur des valeurs – justice sociale
- Action – objectif d'engagement
- Engagement des citoyens
- Renforcement des capacités
- Engagement de partage et d'apprentissage
- L'inclusion doit être soutenue – certains CPS sont petits
- Équité et accès pour les organismes. Concurrence entre organismes

Avantages

- Ressources
- Accroissement du profil avec un plus grand impact à l'échelle locale
- Activités et projets partagés
- Partage et exploitation des ressources
- Définition, réappropriation et précision du langage. « Développement communautaire », renforcement des capacités
- Place centrale afin de faciliter la répartition des outils, des ressources et de l'information.

Rôle (CCDS)

- Exprimer au niveau national une voix commune
- Réunir les réseaux en notre nom (c.-à-d., RCRPP et Centraide)
- Partenaire dans le réseau canadien
- Adjonction de thèmes pour des travaux communs
- Place à un message axé sur l'inclusion partout au Canada
- Quatre questions partout au pays
 - i) qui est délaissé?
 - ii) pourquoi?
 - iii) que peut-on faire?
 - iv) qui peut le faire?

Difficultés

- Lutte pour les ressources – où doit-aller l'argent – concilier les enjeux
- Investissement dans les OPS
- Processus décisionnel axé sur la collaboration – fondé sur l'édification de la confiance – processus à développer qui prend du temps à instaurer
- Leadership de bénévoles
- Boucles de travail fonctionnelles
- Processus normalisés pour présenter notre produit et créer notre langage commun que nous voulons faire adopter par d'autres plutôt que l'inverse

GROUPE 4

Valeurs/principes

- Défense d'intérêts – engagement
- Création d'un espace pour apprendre en tant qu'organisme
- Équité
- Justice sociale
- Respect de la diversité
- Engagement
- Bien commun
- Leadership partagé et réparti – valeur des membres et de la représentation

Avantages

- Expérience approfondie
- Coordination des voix exprimées – voix commune
- Travail en collaboration – force du nombre
- Soutien mutuel
- Partage des pratiques exemplaires
- Protocoles (exemple du SPNO – composantes de base à partager)
- Permettre aux membres locaux d'exprimer un point de vue plus critique
- Incubation, soutien de l'activité de développement local et régional
- Défense d'intérêts, financement, etc.
- Souplesse : l'outil qui s'impose
- Uniquement positionné de manière à favoriser le développement des capacités au niveau sectoriel (RCDEC)
- Animation et coordination

Rôles

- Partage et échange
- Mobilisation
- Division du travail dans un centre d'activité – tous ont des actifs à mettre à contribution
- Marketing
- Liste de services
- Normalisation des produits d'information; résumés de recherche

- Animateur – réunir les autres
- Évaluation réelle, et non vérifications judiciaires
- Accès aux ressources (travail d'économie sociale)

Difficultés

- Bagage institutionnel
- Charges de travail
- Capacité linguistique
- Inclusion
- Tensions autour du réseau et du travail local

Enjeux

- Minimum social garanti à tous – fédéralisme fiscal